

récolte «makach»

L'ancien colonisateur réduit les mandats, le colonisable d'hier les allonge ; l'ancien colonisateur interdit sur ses terres l'exploitation d'une ressource polluante, l'éternel colonisable l'autorise sur les siennes.

Les hommes ont une vie, les nations une histoire. Les hommes naissent et meurent, les nations se forment et perdurent, renouvelées par les lois de la biolo-

Quand il était dirigé d'en haut et n'avait pas voix au chapitre, on avait imposé à l'Algérien un socialisme importé qui s'est écroulé dans le sang en octobre 1988. Quand on lui a donné la parole et le choix en 1990, il a importé par des voies informelles un islamisme qui allait coûter au pays quatre cents fois plus cher en pertes humaines et qui, malgré la lourdeur de ce bilan, intéresse toujours une partie de la population qui y voit la promesse d'une vie paradisiaque.

gie et les idéaux sociaux qui les guident.

Quatre noms se détachent de l'histoire de l'Algérie représentant au XX^e siècle le courant civilisateur : Abdelhamid Ben Badis, Ferhat Abbas, Aly al-Hammamy et Malek Bennabi. Ils pensaient qu'il fallait désindigéniser l'Algérien, l'éduquer avec les moyens disponibles, lui inculquer la notion de devoir avant celle de droit, l'édifier civiquement avant de lui parler d'indépendance.

Ce courant a été étouffé par le populisme et les surenchères de Messali Hadj et du PPA-MTLD qui ont abouti à la déstructuration de ce peuple sur tous les plans, faisant de lui une communauté se nourrissant de mythes et légendes et ne comprenant rien au mystère de son existence précaire et aléatoire.

Voici ce que j'avais écrit dans le *Projet de société* que j'ai présenté le 3 novembre 1989 devant la presse nationale à la salle Ibn Khaldoun. Début de citation : «Aujourd'hui le plus grave n'est pas que nous soyons sous-développés, mais que nous ne soyons plus disposés à en admettre les implications logiques... Nous ne sommes pas menacés de crise, mais d'effondrement total. Aujourd'hui, nous ne sommes ni une société agricole ni une société industrielle, ni des socialistes ni des capitalistes, ni de mauvais individus ni une bonne collectivité, ni de bons musulmans ni de vrais laïcs, ni des arabisants ni des francisants, et ce ne sont pas les derniers de nos paradoxes. C'est ce qu'il en coûte quand on n'a pas de vision et qu'on croit y suppléer en confiant ses destinées à des plans quadriennaux et quinquennaux qui ont fait de l'Algérie un tragique "reste à réaliser". Les solutions ne sont plus à chercher du côté de l'édifice politique actuel qui, malgré les "réformes" tentées in extremis, n'est que le stade suprême qui nous a conduits à la faillite. Elles sont à attendre d'un renouvellement de l'espoir. L'œuvre à accomplir est énorme mais elle portera ses fruits si on l'enracine dans ce postulat fondamental dont tout notre peuple doit se pénétrer : celui-là seul mérite l'indépendance et le développement, qui doit chaque jour les conquérir» (fin de citation).

C'est au même problème que nous avons été confrontés à la fin des années quatre-vingt. Quand il était dirigé d'en haut et n'avait pas voix au chapitre, on avait imposé à l'Algérien un socialisme importé qui s'est écroulé dans le sang en octobre 1988. Quand on lui a donné la parole et le choix en 1990, il a importé

par des voies informelles un islamisme qui allait coûter au pays quatre cents fois plus cher en pertes humaines et qui, malgré la lourdeur de ce bilan, intéresse toujours une partie de la population qui y voit la promesse d'une vie paradisiaque. Toujours cette envie de vivre en contrepartie de «walou». Le «pari de Pascal» était philosophique, il est devenu basement commercial.

Dans ce cas aussi, il fallait préparer l'Algérien à l'idée de démocratie avant de lui ouvrir le champ du multipartisme. On y est entré en catastrophe, sans aucune préparation ; on y a été précipités comme si on portait naturellement dans notre génome les traditions démocratiques, comme des parachutistes sautant d'un avion de nuit et sans parachute.

Les premiers à accourir pour proposer à un peuple crédule et aveuglé par la haine du pouvoir leurs boniments et leurs cordes vocales d'«opposants» furent bien sûr les «Djouha», barbus et imberbes. Il s'en est suivi la guerre civile que je prédisais dans un texte daté du 3 mai 1990 alors que le pays était calme, les élections communales gagnées par le FIS n'ayant pas encore eu lieu. Dans ces passages, je m'adressais justement à l'«opposition».

Début de citation : «La démocratie vint comme un aveu d'échec et de faillite alors qu'elle aurait pu venir comme le couronnement d'une évolution. Nous l'avions espérée en 1979, nous l'avions attendue en 1985, nous l'avions crue imminente en septembre 1988. Malheureusement, elle ne vint que cinq mois plus tard, un retard qui coûta à notre nation des centaines de morts... En sortant des rangs du peuple pour lui proposer un projet de société destiné à le tirer progressivement des multiples crises qui mettent en péril son existence en tant qu'ensemble social, économique et politique, les hommes du PRA étaient surtout mus par la crainte de voir l'Algérie s'acheminer lentement mais sûrement vers le chaos sous la poussée des forces fiévreuses qui se sont mises à se disputer ses morceaux en cette période de remises en cause brutales, de radicalisations vengeresses et parfois d'ambitions personnelles.

C'est comme si toutes les parties, tous les partis, tous les individus, séparément ou collectivement mais en tout cas objectivement, s'étaient donné le mot pour abattre l'Algérie en croyant abattre le «système» honni ou l'adversaire du moment. De fait, nous travaillons tous actuellement, chacun de notre côté, à faire monter la tension, à exacerber les motifs de division et à affaiblir le pays en pensant de bonne foi œuvrer à le sortir d'affaire... Il n'est jusqu'aux questions identitaires, vestimentaires et linguistiques qui n'aient choisi pareille conjoncture pour s'imposer avec une détermination résolue aux dernières extrémités... Un sursaut de la conscience nationale

est impérieux, urgent, car notre patrie est en danger. Elle est au premier chef menacée par la disqualification définitive d'un régime qui s'obstine à exciter les causes de mécontentement populaire par le seul fait de s'accrocher à un pouvoir que le peuple lui conteste tous les jours... Quand bien même ce régime se présenterait au peuple avec le soleil dans la main droite et la lune dans la main gauche, il ne saurait regagner sa confiance ni le remettre au travail... Mais elle est aussi menacée par nos antagonismes, nos efforts divergents, nos peurs réciproques, nos irrationalités respectives... Voilà qu'à notre tour, nous confirmons le séculaire manque de sens collectif reproché à notre peuple. Voilà que nous administrons au monde qui nous observe la preuve de notre incompetence à nous élever à une appréciation commune de nos intérêts supérieurs en une étape cruciale pour l'avenir de notre nation. Nous savons tous que c'est cela qui a perdu les générations qui nous ont précédé sur cette terre et les a conduites à la colonisation et au sous-développement. Nous pressentons tous obscurément que c'est ce qui nous mènera fatalement à la guerre civile et à l'effondrement... Nous ne sommes plus d'accord

Que faut-il dire aujourd'hui en fixant l'avenir, le lointain, l'après-Boutef car il y en aura un, bon ou mauvais, meilleur ou pire, selon ce qu'on aura fait ? On parle de «transition démocratique», de «nouvelle plateforme de la Soummam», d'«élections anticipées», comme si chacune de ces expressions était en soi un programme, une panacée pour le peuple et une bombe atomique faisant perdre le sommeil au «système». Ce n'est que du verbiage, du «hwa», du «rih», du «walou» dont il ne sortira forcément que du «makach».

sur rien, et si nous ne nous employons pas à y remédier dans les meilleurs délais, si nous n'entreprenons pas de faire de notre peuple une société et de notre anarchie actuelle une organisation sociale, économique et politique équilibrée et policée, notre nation aura vécu...

Faute de pouvoir présenter à notre peuple un PROJET DE SOCIÉTÉ COMMUNE, nous y parviendrons peut-être un jour, nous pourrions lui offrir dans l'immédiat l'espoir de solutions consensuelles émanant d'une sorte de Conseil de l'entente nationale que nous pourrions former pour être consultés sur les affaires de la nation en attendant la dissolution de l'Assemblée nationale. Que le «système» en place doive être évacué est notre premier point d'accord. Qu'il le soit dans la paix sociale et la stabilité des institutions peut être notre deuxième point d'accord. Mais que nous réussissions à convenir d'un discours de salut public, assorti d'un programme économique adapté aux problèmes urgents, serait la preuve sublime que l'opposition algérienne est en mesure d'assurer la transition pacifique vers l'alternative que dessineront démocratiquement les prochaines élections législatives...

Les solutions que nous pourrions avancer ne devraient en aucune façon découler de la mise en exergue de nos dissemblances mais plutôt de notre aptitude à mettre en avant nos ressemblances d'Algériens venus d'horizons politiques divers, formés à des écoles de pensée différentes, mais nourrissant néanmoins le même attachement à voir

notre nation sortir sans dommages de la crise actuelle...» (fin de citation).

Cette vision, cette analyse, ces propositions pratiques, ces écrits aussi réalistes, alarmistes et prémonitoires qu'ils peuvent paraître aujourd'hui n'avaient aucune chance de capter l'intérêt du pouvoir, de l'opposition, de l'«élite» ou du peuple. Mais il fallait les penser, les faire, les dire, les écrire et les publier au moins pour le témoignage. Vingt-cinq ans plus tard, deux cent mille morts après, ils sont encore d'actualité, avant-gardistes même, mais ils restent minoritaires au pays où l'on préfère son propre «aghioul» (âne) au mulet d'autrui.

Que faut-il dire aujourd'hui en fixant l'avenir, le lointain, l'après-Boutef car il y en aura un, bon ou mauvais, meilleur ou pire, selon ce qu'on aura fait ? On parle de «transition démocratique», de «nouvelle plateforme de la Soummam», d'«élections anticipées», comme si chacune de ces expressions était en soi un programme, une panacée pour le peuple et une bombe atomique faisant perdre le sommeil au «système». Ce n'est que du verbiage, du «hwa», du «rih», du «walou» dont il ne sortira forcément que du «makach».

Je n'ai lu aucun document ressem-

blant à «un programme commun», à une esquisse de la société algérienne de demain, ni entendu parler de la mise à l'étude d'une stratégie électorale susceptible de rivaliser avec celle du pouvoir le moment venu. Au premier coup de sifflet de la présidentielle, il y aura cent candidats sortis de partout et de nulle part, chacun pensant être le «muntadhar».

On nous montre parfois aussi des attroupements de personnes dont la plupart ne sont en vérité que des «Djouha» faussaires et des illusionnistes trompeurs, les présentant comme l'«opposition» qui sait où elle veut nous mener alors qu'elle n'est qu'un assemblage de contradictions, un attelage disparate de partis et de personnes qui n'ont pas songé à présenter ne serait-ce que le draft d'une alternative évoquant un «projet de société commun comportant un substantiel volet économique».

On trouve plus malin, moins fatigant et surtout peu risqué de demander la remise du pouvoir à partir d'un salon ou d'une tente en agitant la menace d'une explosion populaire qui, croient-ils naïvement, leur profiterait automatiquement.

Un peu comme dans l'histoire de Djouha qui, s'étant fait voler ses chaussures, est arrivé à les récupérer en bluffant son auditoire. Les chapardeurs algériens, eux, ne les rendront pas, il faudra aller les leur arracher des pieds. Ce n'est pas de la politique, ça ; ce n'est pas de l'opposition, c'est de la mendicité indécente. Cela dit, il n'est pas trop tard pour redresser la barre.

N. B.